

Sommaire

édito	1
Campagne contre la vie chère et échéances 2012.....	1
Conférence nationale et vote des communistes	2
Résolution adoptée par la Conférence nationale du PCF des 3, 4 et 5 juin 2011.....	2
Accord sur les législatives - Conférence nationale du PCF - 3, 4, 5 juin 2011.....	5
Discours de clôture de Pierre Laurent, secrétaire national.....	6
Modalités du vote des communistes.....	11
Communication	11
Aide à la communication.....	11

ÉDITO

Campagne contre la vie chère et échéances 2012

Pour occulter les exigences sociales et les cadeaux aux plus riches, le gouvernement ressort sa rhétorique sécuritaire et stigmatise les plus précaires. Tout est mis en œuvre pour éviter de débattre des principaux sujets comme la création et la répartition des richesses, l'utilisation de l'argent.

Tout l'UMP est mobilisé pour faire oublier une réalité : les inégalités explosent dans notre pays.

Engagée depuis plusieurs semaines, la campagne contre la vie chère prend de l'ampleur. En déposant à Bercy, en ouverture de la conférence nationale, des dizaines de milliers de pétitions, les communistes entendent bien que la question sociale s'invite dans les débats des échéances de 2012. Une campagne qui va rythmer l'activité des communistes tout au long de l'été, dans les quartiers, les entreprises mais aussi sur les lieux de vacances. Une campagne offensive dont l'ambition est de faire grandir des exigences fortes pour l'augmentation des salaires et des retraites, le blocage des prix et des loyers, la taxation des profits...

Les échéances de 2012 ont été au cœur des discussions de la conférence nationale les 3, 4 et 5 juin.

Après plusieurs mois de débats, d'assemblées générales dans les sections et les fédérations, ou de congrès départementaux, après l'adoption, à une très large majorité, de la résolution et du bulletin de vote, le choix définitif pour 2012 appartient aux communistes.

Un vote important car il va décider de notre mise en mouvement pour les échéances à venir.

Un vote important, dans un contexte politique et social marqué par la crise, pour donner l'espoir dans la construction d'une véritable alternative.

Le choix que doivent faire les communistes va compter pour les semaines et les mois à venir.

Bob Injey



Conférence nationale et vote des communistes

Résolution adoptée par la Conférence nationale du PCF des 3, 4 et 5 juin 2011

RÉSULTAT DU VOTE

Votants 672

Exprimés 654

Pour : 63,61%

Contre 36,39%

C'est à la suite d'un débat de qualité, mené pendant plusieurs mois par les communistes, que se tient la conférence nationale qui doit déterminer nos ambitions pour les échéances nationales de 2012. Au cours de ce débat, ils et elles ont réaffirmé avec force leur volonté de se rassembler, dans le respect de chacune et chacun. Toutes et tous cherchent la voie la plus efficace pour porter la transformation sociale. Leur courage et leur engagement commun, qui n'ont pas été mis en sommeil pendant cette phase de réflexion, sont une force incontestable qu'ils et elles veulent faire grandir et rendre toujours plus utile à notre peuple.

Au cœur de la crise capitaliste, une situation politique inédite

A un an du terme de la mandature de Nicolas Sarkozy, l'offensive de la droite française pour satisfaire les exigences des marchés financiers continue de provoquer des ravages sociaux immenses : précarisation massive, en particulier des jeunes et des femmes, reculs des droits sociaux et démocratiques, explosion de la souffrance au travail, approfondissement des inégalités entre les femmes et les hommes, aggravation des discriminations. Les valeurs de la République, la liberté, l'égalité et la fraternité ont été bafouées, par un Etat mis au service de quelques uns, dans une totale connivence avec les politiques libérales européennes et les offensives du capitalisme mondialisé. La nouvelle phase de la crise du système a été utilisée par les forces dominantes pour imposer de nouvelles régressions. Ainsi, le pacte pour l'euro+ adopté récemment à la va-vite par les dirigeants européens est un coup de force sans précédent contre les travailleurs et les travailleuses ainsi que contre la démocratie qui conduit l'Union européenne à de nouvelles impasses. Les grands enjeux planétaires et environnementaux (faim, réchauffement climatique, biodiversité...) sont soumis aux seuls profit et productivisme.

Ces politiques réactionnaires ont permis aux discours populistes et xénophobes de trouver un essor nouveau qui appelle en retour le rassemblement des forces progressistes sur des transformations radicales permettant de rompre avec les logiques capitalistes. De nombreux et nouveaux points d'appui se font jour pour atteindre cet objectif. Après le puissant mouvement des retraites de l'automne dernier, les résistances et les luttes offensives continuent d'être importantes partout en France, des entreprises aux services publics. En Europe, les peuples grec et espagnol se lèvent contre le diktat des banques et des actionnaires qui les condamnent à l'exploitation et rejettent les institutions ainsi que les partis dominants qui bafouent leur parole. Ici comme de l'autre côté de la Méditerranée, des millions de femmes et d'hommes, cherchent les solutions alternatives qu'une classe dominante s'acharne à masquer pour préserver ses intérêts.

Ouvrir une alternative avec notre peuple

Nous avons besoin d'un changement de civilisation, qui ouvre de nouveaux modes de production et de répartition des richesses respectueux des hommes et des femmes et de la planète, qui s'attaque à la place des marchés et de l'argent, qui repense le travail dans la société, qui porte l'exigence de pousser le plus loin possible l'émancipation humaine. Dans cet objectif, notre ambition pour les échéances de 2012 est de battre la droite et l'extrême droite pour permettre à une nouvelle majorité de gauche d'initier ce changement avec notre peuple. Nous refusons la personnalisation à l'extrême des enjeux de l'élection présidentielle dans laquelle s'engouffrent la droite et une partie des forces de gauche qui n'a pas le courage de porter un véritable projet alternatif. Pour les communistes, un espoir durable de changement

ne peut se construire que sur le rassemblement d'une majorité de Françaises et de Français autour d'une ambition de transformation sociale et non derrière une femme ou homme soi-disant providentiel-le. Nous voulons pour cela travailler à la création d'espaces d'idées, de rassemblement, de projets alternatifs, où nos concitoyennes et concitoyens trouveront l'espoir, les forces et les propositions pour penser autrement l'avenir.

A l'heure où s'amplifie une crise politique, aggravée par des affaires mettant en cause des responsables politiques pour des faits révoltants s'ils se confirment, nous voulons redonner confiance en la politique pour changer les choses. Nous voulons ouvrir les portes du pouvoir au peuple. Nous invitons les citoyennes et les citoyens à s'en saisir et à s'y investir, pour ne pas laisser les profiteurs faire leur miel d'un tel discrédit et décider de leurs vies. Nous appelons à un débat politique exigeant et approfondi. Nous le mènerons avec énergie.

Faire franchir une nouvelle étape au Front de gauche

L'immense décalage entre les aspirations populaires et les réponses politiques actuelles, qui témoigne de la profondeur de la crise politique, est le principal obstacle à lever. C'est pour cela que nous avons initié le Front de gauche. Notre démarche s'inscrit au cœur de la gauche, c'est un outil pour constituer la nouvelle majorité de gauche dont le pays a besoin. Comme le texte d'orientation stratégique élaboré avec nos partenaires l'indique, « nous voulons faire émerger un rassemblement à gauche sur un programme de transformation, ce qui implique de créer les conditions de faire bouger toute la gauche dans cette direction ». Le Front de gauche ne doit pas se limiter à une stratégie d'alliance électorale de forces et de structures politiques constituées mais bien viser un enjeu essentiel : être un moyen fort d'implication populaire dans le débat politique. Il doit être un lieu d'élaboration collective et de rassemblement sur des propositions politiques à la hauteur des défis de la transformation sociale, démocratique et écologique que nous entendons mettre en œuvre.

Les nombreuses luttes que nous avons menées avec cette démarche, les échéances électorales aussi, européennes, régionales et cantonales, ont levé un véritable espoir pour un nombre important de citoyennes et de citoyens de tous horizons, politique, syndicaliste, associatif. Pour battre la droite et l'extrême droite, un nouveau cap doit désormais être franchi par le Front de gauche pour rassembler massivement les catégories populaires et créer un nouveau rapport de force à gauche. Cela implique une immense bataille politique pour renforcer notre parti, pour mettre en œuvre des transformations nécessaires, pour faire progresser les idées, les valeurs, les propositions et le projet qui sont au cœur de notre conception du communisme.

Nous ouvrons cette démarche de rassemblement à toutes celles et tous ceux qui en partagent les objectifs. C'est vrai d'organisations politiques qui souhaiteraient construire avec nous ce rassemblement. Cela doit être vrai pour de nombreux hommes et femmes de gauche, qui souhaitent se rendre utiles avec le Front de gauche, et à qui nous devons proposer les formes de participation adaptées et durables au-delà des campagnes électorales.

Des campagnes pour ouvrir les portes du pouvoir au peuple

Nous voulons mener de front les campagnes présidentielle et législatives pour déjouer le piège de la présidentialisation de la vie politique et affirmer la primauté de la représentation nationale sur l'exécutif.

Nous entrons en campagne avec l'ambition de constituer à l'échelle du pays un « Front uni contre la vie chère » et de faire grandir la mobilisation contre le pacte pour l'euro+.

Nous voulons arracher à la droite de premières victoires sur les salaires et partager avec les salariés les propositions qui permettront de prendre le pouvoir sur l'argent. Au moment où les difficultés rencontrées par le peuple de France devant l'augmentation des prix et la stagnation des salaires sont grandissantes, où des personnalités socialistes parlent de faire une croix sur les ouvriers et alors que le Front national est à l'offensive, c'est une campagne essentielle pour répondre aux aspirations populaires. Nous mènerons parallèlement un immense travail de révélation du contenu du pacte pour l'euro+ et de propositions alternatives pour créer de nouvelles solidarités de progrès social en Europe.

Nous voulons construire le rassemblement populaire sur de grands objectifs sociaux et démocratiques qui deviendront incontournables : partager les richesses et abolir l'insécurité sociale ; reprendre le

pouvoir aux banques et aux marchés financiers ; mettre en œuvre une planification écologique et sociale avec d'autres critères de gestion des entreprises et d'autres services publics ; changer notre mode de production ; porter une ambition industrielle ; faire de la culture, de l'éducation et de la recherche des priorités ; redonner un sens aux valeurs républicaines dans une VI^e République et élaborer une constitution démocratique, des lieux de travail aux institutions locales et nationales ; s'affranchir du traité de Lisbonne et construire une autre Europe, en utilisant autrement l'euro et la Banque Centrale Européenne ; changer le cours de la mondialisation. Nous voulons « l'Humain d'abord » et nous allons multiplier les fronts ancrés dans les luttes pour énoncer avec les citoyennes et les citoyens, les réformes qu'une majorité de gauche devra mettre en œuvre pour atteindre chacun de ces objectifs.

Nous voulons des campagnes citoyennes pour que des millions de Françaises et de Français réinvestissent la politique. L'intervention populaire est une exigence dans tous les domaines. Aucun grand changement ne pourra être mis en œuvre par une majorité de gauche sans que le peuple ne s'en mêle. Nous allons engager un immense travail de terrain, des quartiers aux entreprises, pour continuer à co-élaborer nos propositions avec le peuple de France dans des assemblées citoyennes ; soutenir les luttes des citoyen-ne-s, des salarié-e-s et en impulser de nouvelles pour changer dès aujourd'hui le quotidien de milliers d'entre eux ; créer des ateliers législatifs pour élaborer sur le terrain des propositions de lois qui répondent aux attentes populaires et mobiliser autour des propositions de lois déjà portées par nos députés. Nous allons ainsi poursuivre la démarche engagée pour un programme populaire partagé.

Concernant les élections législatives et l'élection présidentielle, nous pensons que le Front de gauche peut permettre de mettre la transformation sociale à l'ordre du jour. Nous confirmons ce choix. Nous avons initié cette démarche, et avec elle, le Parti communiste Français a engagé une nouvelle dynamique dans le paysage politique.

Nous proposons à nos partenaires un contrat politique pour permettre le rassemblement de toutes les forces disponibles dans cette démarche. Ce contrat comporte les orientations politiques et la conception de la campagne (cf. annexe 1), le programme populaire et partagé (cf. annexe 2) et un accord législatif qui promeut la diversité des forces du Front de gauche et respecte l'influence, l'implantation et la visibilité du PCF (cf. annexe 3). Cet accord national sur les législatives est en voie de finalisation. Il prévoit qu'un volume de 20% à 22% des circonscriptions puisse voir un candidat titulaire désigné par nos partenaires du Parti de gauche et de la Gauche unitaire.

C'est dans ce cadre que les communistes sont appelés à désigner leurs candidates et candidats aux élections législatives. Ils assureront le respect de la parité, la représentation de la diversité qui existe au sein de la société, la volonté de lier luttes sociales et perspectives politiques. Nous avons l'ambition de réélire des députés communistes partout où nous sommes sortants, de conquérir et reconquérir des circonscriptions, et de progresser partout.

Nous voulons prendre au sein de l'Assemblée nationale une place plus importante, avec un groupe composé des élus du Front de gauche renforcé et renouvelé, qui nous permette de construire une gauche à la hauteur et de mettre en œuvre nos choix politiques.

La Conférence nationale tient à saluer l'engagement d'André Chassaigne, Emmanuel Dang Tran, André Gerin et Jean-Luc Mélenchon. Une majorité des communistes qui se sont engagés dans le débat a réaffirmé la volonté de faire entrer le Front de gauche dans une nouvelle étape de son développement, c'est pourquoi l'essentiel de leur débat a porté sur les deux candidatures correspondant à ce choix.

Nous voulons mener dans un même mouvement les campagnes de l'élection présidentielle et des élections législatives. Nous abordons ces élections avec l'ambition de voir le Front de gauche la marquer de son empreinte, un Front de gauche qui se veut au cœur de la gauche, un Front de gauche où peuvent s'élaborer les contenus de la transformation sociale et écologique, un Front de gauche enraciné dans une démarche populaire. Telle est la conception que nous voulons faire vivre.

André Chassaigne, comme de nombreux communistes l'ont fait lors des scrutins précédents, a fait la démonstration d'une forte capacité de rassemblement dans la dynamique du Front de gauche.

La principale question débattue a été celle des conditions à créer, notamment par le choix de la candidature, pour conclure un accord global avec nos partenaires qui fasse vivre au mieux cette conception du Front de gauche. Aussi, nous réaffirmons notre choix d'une campagne qui fasse la différence par sa démarche collective et partagée, dans laquelle notre Parti doit jouer pleinement son rôle.

Confiants en nos propres capacités, nous cherchons les meilleures voies dans les conditions d'aujourd'hui pour bouleverser les rapports de force politiques et frayer un chemin à notre idéal communiste.

A partir de ce débat, sur la base du contrat du Front de gauche pour 2012, la conférence nationale propose aux communistes de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour cette élection. Il s'agira d'incarner la démarche de rassemblement du Front de gauche et de porter devant les électrices et les électeurs une ambition partagée de transformation sociale. Dans le cadre d'un scrutin difficile, nous voulons montrer la force de notre engagement au service de notre peuple. Cette proposition est un acte fort, il doit nous permettre de consolider encore le Front de gauche.

Il revient aux communistes de décider. Nous voulons créer les conditions pour que tous les communistes se prononcent et s'investissent dans la bataille politique de 2012. Aussi, nous sommes attachés à ce que chaque communiste puisse s'exprimer avec l'ensemble des options qui ont été portées dans le débat. Le bulletin de vote comportera donc toutes les candidatures déclarées et leurs motivations.

La conférence nationale lance un appel aux forces vives du pays, aux personnalités du mouvement social, responsables syndicaux, associatifs, citoyennes et citoyens engagés et à l'ensemble de notre peuple pour qu'ils investissent pleinement le Front de gauche dès aujourd'hui.

Montreuil, le 5 juin 2011

ANNEXES

Annexe 1 : Texte d'accord du Front de gauche (31 mars 2011) : <http://www.pcf.fr/8603>

Annexe 2 : Programme populaire partagé (1er juin 2011) :
http://www.pcf.fr/sites/default/files/prog_pop_partage.pdf

Annexe 3 : Accord sur les législatives (ci-après)

Accord sur les législatives - Conférence nationale du PCF - 3, 4, 5 juin 2011

L'accord sur les législatives est un élément important du contrat politique avec nos partenaires du Front de gauche. A la personnalisation à l'extrême des enjeux de 2012, nous opposons une ambition législative à la hauteur des défis posés par la crise capitaliste et de la nécessaire réponse aux urgences sociales qu'elle engendre. Nous voulons un groupe composé des élus du Front de gauche à l'Assemblée nationale comportant de nombreux députés communistes pour donner un puissant écho aux luttes et aux aspirations populaires et porter les grandes transformations du programme populaire et partagé qui permettront de réussir le changement. La discussion avec nos partenaires se déroule au niveau national en lien avec les fédérations. Nous souhaitons conclure les négociations au plus vite pour entrer tout de suite en campagne car c'est une immense bataille politique qui nous attend et nos candidates et candidats devront être des acteurs et des actrices à part entière de l'élection présidentielle.

La commission nationale qu'animent Marie-George Buffet et Lydie Benoist a tenu quatre réunions avec nos partenaires du Parti de la gauche et de la Gauche unitaire et a travaillé en permanence avec les fédérations et les secrétaires des Comités régionaux pour recueillir leurs réflexions et propositions, informer au plus près de l'avancée des discussions, organiser un va-et-vient régulier. La commission a eu la volonté d'avancer avec le souci de chercher partout la meilleure candidature pour chaque circonscription en lien avec l'implantation de chaque organisation et le rayonnement des élu-e-s et personnalités et le respect de la parité et de la représentation de la diversité qui existe dans la société.

Nos partenaires ont fait des propositions. Nous avons décidé de travailler à partir des propositions des trois formations en étudiant, département après département, les possibilités de convergences puis d'accords. Nos partenaires ont par ailleurs demandé la mise en place d'une association commune de financement, ce que nous avons refusé.

Au 3 juin, la commission nationale avec nos partenaires a acté le point suivant: sur 539 circonscriptions métropolitaines, nous sommes en accord sur 479 d'entre elles, soit 72 pour le PG, 17 pour la GU, 8 divers et 382 pour le PCF.

Avec les fédérations, nous proposons au total à nos partenaires sur les 539 circonscriptions métropolitaines: 93 circonscriptions pour le PG, 19 pour la GU, 8 divers soit 22%. Les discussions sont en cours en lien avec les fédérations concernées. Ce point des négociations acte pour le PCF les circonscriptions où nous avons des députés sortants et celles où nos élu-e-s peuvent permettre des conquêtes ou reconquêtes de circonscriptions. Enfin, elle comporte une répartition des différents types de circonscription qui promeut la diversité des forces du Front de gauche et respecte l'influence, l'implantation et la visibilité du PCF, comme celles de nos partenaires.

L'accord global sur les élections législatives doit désormais se conclure avant le vote des communistes du 16, 17 et 18 juin, de manière à le porter à leur connaissance. Chacun des partenaires ayant montré sa volonté de lever un à un les derniers obstacles. Une cinquième réunion est programmée le 10 juin afin de pouvoir conduire la fin des négociations dans la transparence et un travail étroit avec les fédérations. Nous proposons que la Conférence nationale donne le mandat à la commission de poursuivre la négociation sur les bases actuelles, notamment celle de réserver 20% à 22% des circonscriptions à nos partenaires.

Dans les jours qui viennent, la Commission « législatives » de notre parti devra travailler à mettre en œuvre ce mandat avec les fédérations.

Discours de clôture de Pierre Laurent, secrétaire national

Cher(e)s camarades,

Nous avons conscience en débutant nos travaux de l'importance des décisions de cette conférence nationale. Nous sommes tous venus ici porteurs des exigences exprimées par les communistes dans nos départements. Et nous venons après trois jours de débats intenses de prendre ces décisions à une très large majorité, dans l'unité et le respect qui caractérisent nos discussions depuis des semaines. Je crois que nous pouvons le dire, ces décisions sont à marquer d'une pierre blanche : elles vont compter pour l'avenir de notre pays, de notre peuple, de la gauche, de notre parti.

Je veux saluer l'engagement des communistes dans ce débat. Sans leurs réflexions, rien de ce que nous construisons ne serait possible. A mille lieues des caricatures que certains continuent d'annoncer comme des perroquets, notre parti fait une nouvelle fois preuve d'une grande maturité démocratique. Il le fait dans la plus totale indépendance, en résistant à toutes les pressions, en pleine autonomie, avec, chez chacun des militants, une seule préoccupation en tête : ce qui sera le plus utile à faire progresser les intérêts de notre peuple, de tous les jeunes et de tous les travailleurs de ce pays. Ici, pendant trois jours, ce qui a marqué nos débats, je l'ai souvent fait remarquer aux journalistes, ce ne sont pas les effets de tribune, les petites phrases des présidentiables, mais la parole militante. Et chacun a dit ce qu'il avait à dire, en toute liberté. Certains n'ont pas mâché leurs mots. Ça s'appelle la démocratie. Cette liberté en étonne plus d'un. Mais c'est notre manière d'être, et nous en sommes fiers.

Dans un contexte délétère où tout invite à abdiquer, à renoncer, à se détourner de l'affligeant spectacle politico-médiatique que les classes dirigeantes nous imposent, les militants et les élus de notre parti, des femmes et des hommes de toutes conditions sociales, des travailleurs proches de celles et ceux qui les entourent, refusent avec courage de se résigner et continuent de croire dans une action politique faite de l'engagement citoyen du plus grand nombre. Je leurs dis bravo, bravo à tous les communistes. Vous avez raison, mille fois raison. Ne nous laissons pas décourager. Ceux qui nous dirigent craignent par dessus tout ce que nous semons chaque jour dans l'action quotidienne.

D'ailleurs, notre peuple ne s'y trompe pas. Une enquête TNS-Sofres publiée cette semaine montre que les Français place notre parti au rang des quatre formations politiques qui recueillent le plus d'opinions positives. Pas mal pour un moribond ! Oui, les actes du Parti communiste français comptent dans la société française, dans la gauche française. Et ils vont compter double dans l'année qui vient pour battre Sarkozy, écarter l'extrême-droite et construire une victoire de gauche solide et durable. Oui, soyons-en certains : des millions de personnes sont en ce moment attentifs aux décisions que nous prenons.

(Permettez-moi un dernier mot. Est-ce que nous avons conscience de ce qu'on a vécu : on fait pas de la politique comme les autres et c'est tant mieux. Révolutions arabes, indignés d'Espagne, ruches de travail sur la vie chère, l'Europe....)

Alors, les décisions de notre conférence nationale ? Elles sont claires et elles sont désormais, dans la plus totale transparence, entre les mains de tous les communistes qui voteront les 16, 17 et 18 juin prochains. C'est maintenant à eux de trancher, en pleine souveraineté. Notre devoir et notre responsabilité dans les jours qui viennent est de leur en donner tous les moyens.

Quel est le sens de la proposition que nous leur soumettons, et à travers eux à toutes ces femmes et ces hommes de gauche qui cherchent une issue en 2012?

Ce que nous leur proposons, c'est d'engager dans l'année qui vient une bataille de Titans pour débarrasser notre pays du pouvoir de Nicolas Sarkozy. Oui, une bataille de Titans, car nous ne nous y trompons pas, si ce pouvoir a fait tant de mal à notre peuple et à notre République, tant de mal à la France depuis quatre ans, s'il est rejeté et affaibli, il fera tout, je dis bien tout, pour se sauver.

Ce que nous leur proposons, c'est de se mobiliser pour écarter le danger d'extrême-droite, qui chez nous comme en Europe menace d'autant plus qu'une partie des classes dirigeantes a décidé d'en faire une arme de division au service de ses intérêts. Ils ont même donné une consigne : ne parlez plus d'extrême-droite. Et même quand cette formation propose cette dernière semaine d'interdire la bi-nationalité comme une maladie honteuse, une proposition inique qui n'a qu'un but, diviser les Français, tout cela est traité comme si ce débat allait de soi. Le danger est là et nous ne le laisserons pas banaliser. Mais nous le savons, ce sera une bataille pied à pied, argument contre argument, pour faire reculer toutes les tentations de repli, de xénophobies que la crise génère, démonter tous les raccourcis démagogiques qu'elle rend séduisants, .

Ce que nous leur proposons, c'est un immense travail de rassemblement pour relever la gauche, la mettre en situation de répondre à l'intense recherche d'alternative qui travaille le pays, à l'énorme aspiration au changement que nous rencontrons chaque jour et que tant de gens nous expriment avec ces simples mots : « ca ne peut plus durer ! ». Oui, ce que nous leur proposons c'est de relever la gauche que tant d'autres qui s'en réclament continuent d'enliser dans les ambiguïtés, dans la résignation et, finalement, dans l'impuissance.

(Nicolas Hulot, EELV et Jean-Louis Borloo...)

(Jusqu'à quand va-t-on supporter un cirque des présidentiables sans aucun rapport avec ce qu'attendent les Français. Le feuilleton de l'homme ou de la femme miracle : Hulot-Joly ? DSK ? Hollande, secrétaire national du PS en 2002 et en 2007 ?)

Il faut sortir d'urgence de ce piège qui n'a qu'un seul metteur en scène, un seul maître du temps : Nicolas Sarkozy, qui lui est déjà tous les en campagne sans être candidat.

Ce que nous leur proposons, c'est de convaincre notre peuple, en allant au contact, sur le terrain, personne après personne, qu'il n'y a rien de bon à attendre, l'arme au pied, du choc de la bipolarisation, qu'il y a mieux à faire si le peuple sort du rôle de spectateurs, de fans, de supporters dans lequel on veut l'enfermer pour s'en mêler, s'il fait irruption dans le débat politique.

(La finale perdue par Montpellier... la politique c'est pas un stade, c'est la place Tarhir, on peut l'envahir)

Alors il faut descendre sur le terrain, investir la place Tarhir, pour imposer l'ordre du jour voulu par le peuple de notre pays. Ce que nous voulons, c'est imposer l'ordre du jour des urgences populaires et des réformes nécessaires pour les satisfaire. Les salaires, le logement, la RGPP, la précarité, l'avenir de nos industries... Ce que nous voulons, c'est un débat national, profond, tranché par notre peuple, sur une haute exigence d'alternative à la droite, sur un programme et des propositions qui rompent enfin et vraiment, comme le souhaite notre peuple, avec la dictature des marchés financiers.

Ce que nous leur proposons, c'est de construire avec toutes ces femmes et ces hommes un programme à la hauteur, un programme partagé qui dise les grandes priorités et les moyens de les satisfaire. Le programme partagé acté à ce jour annonce clairement la couleur : ce que nous voulons, l'humain d'abord. Il est notre document d'entrée en campagne. Nous voulons pousser partout son élaboration collective pendant toute la campagne, en construisant sans attendre de véritables campagnes populaires pour en porter les objectifs.

Ce que nous leur proposons, c'est de se donner les moyens de porter à l'Assemblée nationale un groupe de députés du Front de gauche bien plus nombreux et avec plus de députés communistes pour faire entendre la voix du monde du travail, pour abroger toutes les lois antisociales et liberticides que Sarkozy a imposées, pour mettre en chantier des propositions de lois portant une logique de société débarrassée de la loi du fric et de la rentabilité, pour garantir qu'une future majorité de gauche fera une vraie politique de gauche. Car on oublie trop souvent, ce n'est pas à l'Elysée, mais à l'Assemblée que se votent les lois.

Je veux saluer ici Marie-George, André Chassaigne, André Gerin, bien sûr, mais aussi Roland, Michel, et tous nos députés

Je veux saluer Nicole, toutes nos sénatrices, nos sénateurs....La bataille de septembre.

Voilà pourquoi dès le début nous avons fait le choix d'un accord d'ensemble du Front de gauche, mêlant présidentielle et législatives. Voilà pourquoi ce que nous proposons aujourd'hui confirme ce choix d'une campagne collective, de candidatures communes engagées sur un programme partagé à la présidentielle comme aux législatives.

Ce que nous leur proposons, c'est pour ouvrir une alternative au cœur de la gauche, de donner toutes ses chances au Front de gauche, de lui donner toutes ses chances de franchir une étape nouvelle.

Ce que nous leur proposons, c'est un accord d'ensemble avec un geste fort du Parti communiste : désigner à l'élection présidentielle pour porter les couleurs du Front de gauche, bien que nous en soyons la force la plus importante, un candidat qui n'est pas issu de nos rangs, mais qui soit Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, Jean-Luc avec lequel nous travaillons depuis 2005, et qui fut à nos côtés, avec Marc Dolez, avec Christian Picquet pour la GU, un de ceux qui ont rendu possible la naissance et l'essor du Front de gauche.

Voilà le choix que nous leur proposons. C'est un choix fort, un choix audacieux, un choix courageux. Et j'appelle les communistes à se rassembler autour de ce choix dans la consultation des 16, 17 et 18 juin. Si nous le faisons, j'en suis certain, cette décision politique sera entendue par le pays comme un geste fort de rassemblement, un geste unitaire à un moment où notre pays, notre peuple, ses forces démocratiques en ont tant besoin.

Alors, cette proposition a fait débat. Nous l'avons prise à la majorité. Des camarades, soucieux de l'avenir du parti, du Front de gauche, s'en inquiètent, je le sais. Et chacun veut aller, en toute liberté, en toute souveraineté, dans le respect mutuel, au bout du processus démocratique que nous avons décidé. Oui, les communistes auront le dernier mot. Nous avons eu raison de décider ensemble collectivement, après s'être écoutés, d'adopter le bulletin de vote qui permettra à chacun de voter en pleine responsabilité, en pleine transparence.

Cette procédure aussi a fait débat. Des camarades, tout en actant la décision majoritaire qui se construisait, voulait que les communistes ne soient en rien dessaisis. D'autres s'inquiétaient de mettre le doigt dans un engrenage de primaires. Effectivement, je crois pouvoir dire que personne, parmi nous, ne réfléchit en terme de primaires. Nous avons tous, comme l'a dit André hier, cherché à construire ensemble avec nos débats, nos différences, une position qui nous rassemble. Et ce rassemblement n'est possible que si chacun compte pour un. Nous irons au bout ensemble du processus démocratique et nous serons plus forts, plus rassemblés demain pour agir dans le respect de la décision majoritaire qui sera celle des communistes. Car il faudra tous aller au charbon !

A ce propos, permettez-moi de saluer les trois candidats communistes qui se sont engagés, et singulièrement André Chassaigne pour l'état d'esprit constructif qui a été le sien dans tout ce débat.

Je disais, il va falloir aller au charbon : car, oui, mes camarades, nous devons en avoir conscience, en faisant le choix du Front de gauche, en le faisant avec l'ambition qui est la nôtre, qui est, non pas de témoigner mais de bousculer les scénarios bien ficelés qu'on nous prépare, nous mettons au défi tout le système politique. Nous mettons au défi tous les scénarios huilés de la mécanique présidentielle qui n'est conçu que comme une essoreuse des aspirations populaires. A la sortie de la machine, il n'en reste rien.

Et bien nous, contre tous ces scénarios, contre toute cette machine aussi puissante soit-elle, nous proclamons que les jeux ne sont pas faits et qu'il est possible d'ouvrir la voie au changement en 2012.

La décision que nous soumettons au vote des communistes est exceptionnelle car la séquence historique que nous vivons est exceptionnelle.

Avec l'entrée du capitalisme financier mondialisé dans une crise systémique historique majeure, une crise profonde et durable, le monde est secoué par de spectaculaires séismes politiques.

Révolutions arabes (Tunisie, Egypte, Syrie), ce sont des changements majeurs, l'entrée d'une région clé du monde avec au cœur le conflit israélo-palestinien dans une nouvelle séquence historique ; comme c'est déjà le cas depuis des années en Amérique latine.

La crise capitaliste mondiale avec ses énormes conséquences potentielles : un système monétaire mondial sur un volcan ; une hégémonie américaine en crise profonde ; des défis énergétiques après Fukushima non relevés ; des défis écologiques (eau, faim, effet de serre...) potentiellement explosifs...

L'Union européenne dans une crise de légitimité comme jamais : Grèce (des centaines de milliers aujourd'hui) ; Espagne (indignés) ; Portugal (vote aujourd'hui) ; après Irlande, Islande... C'est tout un système qui explose,

assis sur la soumission aux intérêts de rentabilité du système bancaire et financier, aux intérêts de marchandisation et de mise en concurrence généralisées, jusqu'à enfoncer les peuples et leurs souverainetés. Les enjeux sont énormes : enfoncement social ; précarité et générations des 600 ou 700 euros ; retraites à 67 ans ; services publics détruits ; aliénations des souverainetés budgétaires et politiques. Personne n'a encore vraiment pris conscience de la gravité du pacte euro + et du semestre européen. Un énorme travail devant nous pour révéler, mobiliser, réveiller la gauche. Un fait majeur sous-estimé : la déclaration du Congrès de la CES et la journée du 21 juin. Nous devons nous engager à fond.

Nous le voyons bien dans cette situation, rien ne débouche automatiquement sur des alternatives politiques progressistes. L'aspiration au changement côtoie le doute, en permanence, dans toutes les têtes. Les poussées sociales, électorales, politiques alternent avec les impasses, les échecs, les reculs.

Mais ce que nous ne devons jamais perdre de vue, c'est que les besoins de changements, les besoins objectifs de changement sont là. Que ces besoins concernent l'immense majorité du peuple, toutes les catégories de salariés. Que les forces disponibles, politisées, révoltées, en recherche, sont très nombreuses comme on l'a vu encore avec le mouvement des retraites. Notre pays est celui où le niveau de critique du capitalisme est le plus fort d'Europe. Certes, dans notre pays il y a eu 2002, 2007, nous n'avons pas gagné sur les retraites, l'abstention gagne du terrain et le FN menace, mais dans notre pays il y a eu en quinze ans de temps le mouvement social de 1995, la victoire électorale de 1997, les grèves de 2003 sur les retraites, la levée en masse anti Le Pen en 2002, le référendum en 2005, les mouvements sociaux de 2009 et 2010...Oui, dans notre pays, le changement à gauche est possible. La rupture avec les logiques capitalistes et ultralibérales est possible, souhaitée, recherchée par des millions de personnes.

Je vous le dis, mes camarades, j'en ai la conviction, il va se passer des choses fortes. La France ne restera pas immobile. Le statu quo n'est pas possible. L'enjeu est de savoir où, quand, comment et pourquoi cela va changer. Il y a quelque chose de dérisoire à aborder l'année présidentielle majeure qui s'annonce dans cette situation en commentant les sondages fictionnels sur la présidentielle. Ces bavardages médiatiques sans intérêt me font penser à un pique-nique mondain qui se tiendrait en haut d'un volcan prêt à entrer en éruption.

Nous qui écoutons le peuple, qui travaillons avec lui à au quotidien, nous le savons, ils n'en peuvent plus. Alors, tout est là. Allons-nous être utiles à notre peuple, l'aider à déjouer tous les scénarios bidons qu'on nous vend à longueur d'antenne, pour poser les vrais problèmes, débattre des choses sérieuses, des vraies solutions ?

Voilà quelle doit être notre ambition : permettre que s'exprime avec le plus de force possible l'exigence de changements, des solutions transformatrices à la mesure de la crise actuelle ; ouvrir les chemins, construire les espaces qui donneront de la force politique à ces exigences.

C'est le sens du Front de gauche. C'est le sens du programme partagé. Qui sont donc à nos yeux forcément en construction, en devenir.

Des camarades disent, le programme partagé, il a besoin d'être amélioré. Bien entendu. Mais surtout il sera partagé, non pas quand il aura été léché jusqu'à la dernière petite touche, mais que certains des grands objectifs qu'il contient exprimeront avec suffisamment de justesse ce que souhaitent nos concitoyens et seront portés avec suffisamment de force par une véritable appropriation populaire. Voilà l'enjeu de notre campagne sur la vie chère, de notre campagne sur l'Europe, de nos propositions pour un pôle public bancaire. Augmenter les salaires, construire l'Europe sociale plutôt que l'Europe des marchés, reconquérir le pouvoir sur l'argent des banques, des grands groupes, des marchés financiers, voilà des exigences sans lesquelles le changement n'est qu'une chimère, et qui peuvent devenir populaires. Ce sont des besoins tellement ressentis depuis la crise, mais en même temps des objectifs qui paraissent si souvent inatteignables ? Tout notre travail, c'est de rendre accessibles, crédibles, convaincantes les voies de cette reconquête.

Des camarades disent aussi : il y a plusieurs conceptions du Front de gauche. D'abord, entre nous, pas tant que ça. Les débats, nous les avons sur comment parvenir à notre objectif largement commun. Mais surtout le Front de gauche, justement parce qu'il a commencé à fonctionner, donc à rassembler des gens venus de différentes familles politiques de la gauche, est une construction plurielle et donc discutables entre celles et ceux qui la composent. C'est en marchant et en avançant que nous allons régler les problèmes. On ne fait pas de la politique avec un GPS qui vous garantit le chemin. On construit dans le débat et la confrontation avec les acteurs de la dynamique engagée. Tous ceux qui ont conduit une grève ou un mouvement social savent bien cela. C'est pareil en politique. C'est la démocratie.

Vous avez, avec le Front de gauche, nous tenons quelque chose de très prometteur. Ça fait six ans que ça dure. L'acte de naissance, c'est 2005 et le référendum. Et puis il y a eu, après l'accident de 2007, notre congrès de 2008, où nous avons tiré des leçons et sommes repartis du bon pied. Que disions-nous ? (citations)

C'est exactement ce que nous sommes en train de faire. N'hésitions pas devant les difficultés, les contradictions. Elles sont la vie. Continuons à défricher le chemin entrepris avec conviction.

Le choix que nous proposons aux communistes nous donne les moyens de poursuivre la route. Il nous donne des atouts pour affronter les échéances de 2012. Ces échéances peuvent être une occasion de pousser la porte du changement, elles peuvent aussi devenir un piège qui se referme sur les espoirs de changement. Pour battre la droite de Sarkozy, barrer la route au chemin de déviation balisé vers le Front national, les ouvriers, les employés, les jeunes, les salariés de notre pays doivent pouvoir compter sur un projet de gauche à la hauteur. Sans le Front de gauche et ses propositions, ce projet est impossible. Quand j'entends la teneur des débats à EELV et au PS, je me dis que la gauche, toute la gauche, toutes les électrices et les électeurs de gauche vont vraiment avoir besoin du Front de gauche, de ses propositions, et de sa démarche de rassemblement pour gagner en 2012 et réussir le changement.

Alors mes camarades,

Je vous appelle à vous rassembler dans le vote des 16,17 et 18 juin, autour de la proposition d'ensemble de la conférence nationale, de la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, de nos candidatures communes aux élections législatives en souhaitant bon succès aux nombreux camarades du parti qui en porteront les couleurs.

J'appelle tous les communistes, quel que soit leur choix ce jour là, à se rassembler dans la campagne et dans l'action, autour de la décision qui sera validée par cette consultation, dans le respect plein et entier de chacun.

J'appelle tous les communistes à amplifier sans attendre notre campagne « front uni contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires ». Soyons tout l'été sur le pont et faisons de la fête de l'Humanité le prochain très grand rendez-vous de cette campagne.

J'appelle tous les communistes à lancer en grand la diffusion de la vignette bon de soutien de la Fête de l'Humanité pour en faire un immense rassemblement populaire à la hauteur de ce qui nous attend en 2012. Nous nous retrouverons pour notre premier rendez-vous national de paiement de la vignette en musique le 21 juin. Notez cette date sur vos agendas.

J'appelle tous les communistes à entrer sans attendre en campagne avec le programme partagé déjà acté, à travailler à toutes les formes de participation et d'intervention populaire, à la mise en place d'ateliers législatifs, à l'élargissement du Front de gauche à toutes les forces, personnalités, citoyens qui voudront s'engager avec nous.

J'appelle tous les communistes à la mobilisation sur les enjeux cruciaux de l'Europe. Tout bouge à toute vitesse, nous avons un devoir d'action, de solidarité, de convergence. Et j'invite toutes celles et ceux qui le souhaitent à participer à l'université d'été du Parti de la gauche européenne qui se tient cette année en Italie du 12 au 16 juillet, à l'invitation de nos camarades de Refondation avec lesquels nous fêterons à cette occasion la belle victoire remportée à Milan contre Berlusconi.

J'appelle tous les communistes à être de toutes les luttes contre la politique de Nicolas Sarkozy. Ils ne laissent aucun répit aux travailleurs de notre répit. Nous devons leur répondre coup pour coup. Et déployons notre bataille pour démystifier le Front national. Nous mènerons cette bataille sur le terrain et dans les entreprises, là où le FN a décidé de disputer le terrain syndical. A ce propos je veux sans attendre vous donner rendez-vous le 23 octobre à Châteaubriant. Ce jour là nous honorerons le 70ème anniversaire de la fusillade des 27. Soyez dignes de nous, nous avaient-ils dit. Nous le serons. J'y prendrai la parole au nom du Parti communiste, aux côtés de Bernard Thibault, qui le fera pour la CGT. Faisons, dans ce contexte propice, de ce rendez-vous un rassemblement massif et exceptionnel pour dire non à tous les héritiers du fascisme, et oui aux idéaux de la Résistance et du programme du CNR.

J'appelle enfin les communistes à travailler sans relâche et avec esprit d'ouverture à renforcer notre parti, à le transformer pour le rendre toujours plus fraternel, et plus efficace. Rendez-vous lors de notre université d'été les 26,27 et 28 août aux Karellis en Savoie. La gauche, le Front de gauche, vous plus que jamais avoir besoin dans l'année et les années qui viennent d'un grand et beau Parti communiste.

Et je vous appelle enfin toutes et tous pour finir, dans les quelques jours qui vous resteront cet été après avoir fait tout ça à prendre quelques jours de vacances bien mérités !

Bonne consultation les 16, 17 et 18 juin ! Bonnes vacances pour cet été ! Vive le Parti communiste ! Vive le Front de gauche !.

Modalités du vote des communistes

La conférence nationale vient de se tenir. Après un riche débat, les délégué-e-s ont adopté la résolution et le bulletin de vote soumis aux adhérent-e-s pour la consultation des 16, 17 et 18 juin. Elle s'ouvrira le jeudi 16 juin à 9 H et sera close le samedi 18 juin à 18 H.

Concernant la participation au vote nos statuts prévoient que :

« Seul-e-s les adhérent-e-s détenant la carte du Parti communiste français depuis plus de trois mois avant la date du scrutin, à jour de leur cotisation, c'est-à-dire pour les trois derniers mois, au moins, qui précèdent le scrutin, peuvent participer au vote. A cette fin, une liste des électeurs, consultable, est établie au moment du scrutin et validée par une commission désignée par le ou les exécutifs des territoires concernés. Cette commission organise la consultation et assure le bon déroulement des opérations de vote. Elle prend toutes dispositions pour faciliter la participation du plus grand nombre d'adhérent-e-s. »

Afin de permettre l'organisation la plus efficace et la participation maximale, ce vote devra s'organiser au plus près des sections et des organisations locales de notre parti qui connaissent le mieux nos adhérent-e-s.

Celles-ci devront mettre en place des commissions électorales chargées de veiller au bon déroulement du scrutin : elles dresseront des listes d'émargement du vote, récolteront les cotisations, organiseront des permanences dans les locaux de sections, partout où cela sera possible,

Des commissions départementales seront également mises en place, pour récolter et globaliser les résultats du département.

Les résultats devront être transmis à la vie du parti entre 18h et 22 h.

Une Commission Nationale sera chargée de recueillir les résultats et de les rendre publics : elle sera composée d'une délégation du Comité Exécutif National (Jacques Chabalière, Yves Dimicoli, Isabelle de Almeida, Fabienne Pourre, Eliane Assassi, Isabelle Lorand), de Denis Rondepierre et Emilie Lecroq (vie du parti), de François Auguste (président du Conseil National), Marc Brynhole (Président de la commission des conflits), Jean-Louis le Moing (Trésorier National) et d'un-e délégué-e des candidats Emmanuel Dang Tran et André Chassaing.

COMMUNICATION

Aide à la communication

Les maîtres du monde et les « indignés »

De quelle autorité peut se prévaloir le G8 dont sont absents les grands pays émergents tels la Chine, l'Inde, le Brésil et alors qu'existe désormais le G20 ? Mais que représente le G20 lui-même face à l'ensemble des États et de la communauté internationale et, surtout, face aux peuples ? En réalité, la seule chose dont pouvaient se prévaloir les huit pays réunis à Deauville, c'est qu'ils étaient, si l'on ose dire, le socle de l'empire ou, si l'on veut, du capitalisme mondial. Ils ont été affaiblis par la crise, ils sont fragilisés idéologiquement et politiquement mais ils s'appuient toujours sur leur puissance économique, militaire, technologique et sur le contrat qui les lie, malgré tels ou tels désaccords : rester les maîtres du monde.

Quel contraste entre cette réunion où l'on prétend décider de l'avenir comme dans un conseil d'administration des grands groupes qui règnent sur la planète et ce qui se passe sur les places d'Espagne, ce qui grandit dans d'autres pays d'Europe, ce qui s'est passé et se joue aujourd'hui en Tunisie, en Égypte, mais aussi en Syrie, au Yémen, en Libye peut-être... Il a été question à Deauville, dit-on, du printemps arabe, d'aides qui seraient apportées à la Tunisie et à l'Égypte pour leur démocratisation. Il faut s'at-

tendre à ce que les uns et les autres, dont Nicolas Sarkozy, jamais en reste, s'attribuent en la matière le beau rôle. Mais il faudra aussi y regarder de près. Quelle aide et pour quoi faire ? On en a déjà une petite idée. Démocratiser, pour les pays du G8, c'est développer le capitalisme. Le Monde, dans un article consacré à cette question, annonce la couleur : « Tous ces programmes comporteront un volet d'aide aux entreprises privées, seules capables de créer des emplois pérennes et mieux rémunérés. » Mais ce n'était que la déclinaison d'une tribune publiée par le même journal et signée par Edmund Phelps, prix Nobel d'économie, directeur du Centre d'études sur le capitalisme et la société à l'université Columbia de New York, et intitulée : « Un capitalisme du XIXe siècle pour aider les révoltes arabes ». Et l'auteur, redoutant au passage les forces bien intentionnées dont les syndicats, qui pourraient faire émerger « un corporatisme de gauche », d'enfoncer solidement le clou : « Le système qui serait le plus approprié pour la Tunisie et l'Égypte est le capitalisme de base, tel que l'ont développé la Grande-Bretagne et les États-Unis au cours de la première moitié du XIXe siècle dans leur marche vers des économies performantes. » Edmund Phelps oublie de dire à quel prix ! Mais il parle d'or et ce n'est pas dans le désert.

Voilà l'avenir pour ces peuples et ces jeunes qui se sont soulevés pour la démocratie. Les clans au pouvoir étaient dépassés. Les maîtres du monde entendent saisir l'opportunité d'étendre leur influence et leurs affaires. Il y a dans tout cela une cohérence. Il n'y a pas d'un côté, par exemple, le bon G8, soucieux d'aider les pays en quête de changement en feignant d'affirmer que leur printemps a raison, et d'un autre côté, pour ne citer que cela, mais qui est hautement signifiant, le pacte euro plus d'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Il n'y a pas d'un côté les marchés financiers qui étrangleraient les peuples et le FMI, qu'il soit dirigé par DSK ou par Christine Lagarde, qui viendrait à leur secours.

Non, la réalité de ce monde, aujourd'hui mis en question comme jamais, c'est que, comme le roi du conte, le capitalisme est nu et que les peuples l'apprennent.

Réussir : la Fête de l'Humanité

Il y a nécessité de mener, avec encore plus de force, les actions pour défendre le pluralisme de la presse et des initiatives mobilisatrices pour défendre et développer l'Humanité.

Ainsi, la préparation de la Fête de l'Humanité s'engage, avec la mise à disposition du bon de soutien donnant droit à l'entrée de la Fête au maximum de militantes et militants, lectrices, lecteurs, de jeunes et amis qui souhaitent réussir une grande Fête de l'Humanité.

Ce sera le grand événement populaire de la fin de l'été, dans un moment très particulier. Nous serons quelques mois avant les élections présidentielle et législatives, alors que résonnent les luttes émancipatrices des peuples arabes et que se préparent les mobilisations unitaires des jeunes et des travailleurs européens contre les purges sociales imposées dans le pacte dit de « l'euro plus ». Dès lors, la réussite d'une grande Fête, rassembleuse, dynamique, combative, devient un important enjeu pour tout le mouvement social et progressiste.

L'Humanité, comme tous les autres journaux, doit faire face à des augmentations de coûts de production et de distribution, à d'inquiétantes menaces sur les aides publiques à la presse, alors que – comble de la situation – celle distribuée gratuitement, bâtie sur un modèle totalement capitaliste, étouffe les journaux payants et ceux qui les vendent. On déplore aussi une diminution des recettes publicitaires. À ceci s'ajoute un ostracisme incompréhensible dans les médias, radios et télévisions, qui invitent désormais à satiété des représentants d'autres journaux, mais pas l'Humanité. A-t-on décidé de l'effacer de la sphère publique ? A-t-on décidé de faire taire sa voix ? La question est posée !

Tout ceci conduit à organiser de toute urgence une campagne pour défendre l'Humanité et à relancer, avec plus de force, la souscription populaire pour que l'Humanité et l'Humanité Dimanche puissent faire face à leurs responsabilités. Pour celles et ceux qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu, ces dons bénéficient maintenant d'une déduction fiscale. On sait les efforts produits en permanence par les lectrices et lecteurs de l'Humanité, ainsi que par les personnels du journal pour le faire vivre, jour après jour. L'achat des journaux, les souscriptions et dons représentent l'essentiel de nos recettes. Le journal sollicitera de nombreuses personnalités, d'horizons très divers, attachées au pluralisme, pour les appeler à la mobilisation et au soutien.

Aujourd'hui, il appelle à une nouvelle mobilisation pour que vive l'Humanité.

Affaire DSK et alternative politique

Nul ne sait ce que nous réservera l'enquête qui ne fait que commencer, mais déjà une mise en garde s'impose : l'affaire DSK ne doit pas envahir – ce serait le pervertir – le débat politique.

Que la personnalité incriminée soit un responsable public de premier plan ne transforme pas une affaire de droit commun, aussi grave soit-elle, en affaire politique. Visiblement, les Français partagent cette conviction. Ils ne prêtent pas l'oreille à la tentation de moins en moins dissimulée de la droite sarkozyste de profiter du scandale pour faire oublier le bilan de leur champion.

En dépit d'une couverture médiatique refoulant dans l'ombre tout autre sujet d'actualité, et alors que le cas DSK a occupé la une de plusieurs quotidiens tous les jours, sans exception, pendant toute une semaine, l'opinion publique ne varie pas. Les sondages ne marquent pas de fléchissement dans la possibilité de battre Nicolas Sarkozy en 2012. La cote du chef de l'État demeure embourbée dans les basses eaux de l'impopularité, selon l'étude publiée dans le Journal du dimanche. Le propos prêté à l'hôte de l'Élysée – « la gauche a perdu la bataille de la morale » –, repris à l'envi par des relais médiatiques, est, évidemment, irrecevable, car les turpitudes supposées d'un homme sur le plan privé ne sauraient jeter l'opprobre sur le courant d'idées auquel il se raccroche, ni effacer, comme un coup de chiffon sur une ardoise, un comportement et une pratique politiques qui font apparaître un chef d'État comme le président des riches.

À la vérité, la gauche n'est pas plus désarmée que la droite serait renforcée, parce que l'un des prétendants potentiels à la candidature socialiste se trouve dans une situation d'« impeachment ». Toutefois, une leçon s'impose à cette partie-là de la gauche. À privilégier le casting au détriment du projet, le PS court le risque de déconvenues et d'accidents de parcours. Saura-t-il tirer un enseignement de l'épreuve et inversera-t-il les priorités ? Ce n'est malheureusement pas certain, si la précampagne se réduit à une compétition entre la première secrétaire et l'ex-premier secrétaire, qui occuperait subitement l'espace laissé par DSK, si l'objectif premier consiste à disputer à Jean-Louis Borloo l'électorat du centre. Et le satisfecit adressé par Martine Aubry à la candidature de Christine Lagarde, figure emblématique du libéralisme et de la droite sarkosyste à la direction du FMI, ne peut malheureusement que nourrir les interrogations sur la volonté du PS de se recentrer à gauche.

Le camp du changement n'est pas désarmé, en raison de l'engagement entêté du Front de gauche à se battre pour une alternative qui réponde aux attentes de ceux qui ont tant souffert depuis 2007. Ils sont des millions. Ils sont la majorité.

Racisme : Sarkozy au diapason de l'extrême droite

Sans trêve, un ressac ramène les mêmes eaux boueuses aux lèvres des ténors de la droite.

Un jour, les mariages « gris » dans un abject choix d'adjectif. Le lendemain, Éric Zemmour est hissé sur le pavois de l'UMP pour avoir assimilé immigrés et délinquants. Ici, c'est Brice Hortefeux condamné pour une blague raciste. Là, c'est Claude Guéant qui tripatouille les chiffres de l'échec scolaire pour stigmatiser les enfants de l'immigration. Toutes les cloches du sarkozysme rendent le même son, au diapason de l'extrême droite.

Le président se prend pour le chef d'orchestre quand c'est Marine Le Pen qui donne la mesure. Jusqu'au printemps prochain, nous allons en souper !

C'est la même stratégie qui consiste à dépeindre les « bénéficiaires » du RSA comme des profiteurs ou des fraudeurs, les malades comme des escrocs à la Sécurité sociale, les fonctionnaires comme des privilégiés, les immigrés tunisiens comme des envahisseurs.

Diviser pour toujours régner en brandissant, selon la formule de Jaurès, le farouche anathème de l'ignorance et de la peur, c'est l'obsession d'une droite qui espère dissoudre ainsi l'immense aspiration à changer de politique et d'hommes à la tête du pays.

Le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici a manifesté dans les rues de Paris pour construire des digues face à la haine ou la brutalité d'État, et lancer des ponts entre les êtres et les peuples.